Economie et finances : Banque Nationale Suisse : les risques et les bénéfices

Autor(en): **Berner, Rudolf**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1979)**

Heft 491

PDF erstellt am: **08.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1016397

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Par exemple j'ai appris par mon voisin conducteur de machines que les feuilles de chou en cataplasme étaient un moyen puissant pour calmer les douleurs (et j'en ai fait l'expérience chez moi après). Quand j'ai voulu demander une feuille de chou on m'a regardé comme si on craignait pour mon équilibre mental puis on m'a dit qu'il n'y avait pas de choux au menu du jour.

La "Némésis médicale" de Illich devrait être une lecture obligatoire pour tous les médecins. Cela remplacerait avantageusement plusieurs années d'études.

Pierre Lehmann

ECONOMIE ET FINANCES

Banque Nationale Suisse : les risques et les bénéfices

Vie et survie des entreprises helvétiques: tenter de faire le point, de dégager une stratégie à moyen et long terme, c'est inévitablement poser des questions sur la ligne de conduite de la Banque Nationale Suisse. Nous nous essayions à cet exercice dans un précédent "Domaine Public"(485). Nous constations que, si "interventionnisme" il y avait eu effectivement l'an passé, il avait été marqué et coûteux à la fois, portant exclusivement et de manière globale sur la monnaie (d'où deux questions urgentes: qui décide de telles interventions et sous quel contrôle? une autre politique d'intervention n'est-elle pas à envisager?). Ci-dessous, reprenant en quelque sorte notre propre balle au bond, une nouvelle contribution (pas définitive!) sur ce sujet délicat et ardu entre tous. Réd.

La Banque Nationale a-t-elle en réalité les coudées franches? Evidemment non, puisque si elle n'avait pas été paralysée par la peur de perdre de l'argent, si elle n'avait pas raisonné comme une banque commerciale qui doit des comptes à ses actionnaires, si elle était intervenue beaucoup plus massivement, bien plus tôt, elle aurait pu, comme elle le fait depuis le 1er octobre 78 stopper la hausse du franc suisse et elle n'aurait eu aucune perte de change. Mais il fallait prendre le risque de mettre même plusieurs milliards de francs sur le marché chaque semaine, et il aurait fallu le faire sans limites.

C'était un coup de poker que la Banque Nationale et le Conseil fédéral n'ont osé jouer que lorsqu'ils ont été acculés, lorsqu'ils ont compris que l'avenir de secteurs entiers de notre industrie, de plusieurs régions de notre pays était menacé.

Certes, la politique d'interventionnisme timoré de la Banque Nationale ces dernières années, ses tentatives, toujours sans lendemain de lutter contre les fluctuations journalières des cours et de tenter d'enrayer périodiquement la hausse du franc suisse pour ensuite y renoncer, sont à l'origine d'une perte de quatre milliards de francs. Ces mesures ont malgré tout permis de ralentir la hausse du franc suisse, de laisser notre économie s'adapter progressivement, d'éviter la panique. Elles ont probablement malgré tout freiné l'enthousiasme de spéculateurs qui, ne l'oublions pas, ont eux gagné, ces dernières années, des dizaines de milliards de francs simplement en achetant des francs suisses.

D'autres voies

Y avait-il d'autres moyens d'enrayer la spéculation sur le franc suisse, d'empêcher tous ceux qui, de part le monde, cherchent à faire fructifier leur fortune, de la placer en francs suisses, pour gagner de l'argent ou pour l'avoir en sécurité dans notre pays? Il en existe, bien sûr. On pourrait avoir un contrôle des changes, refuser l'argent d'étrangers, reconnaître simplement le droit aux autres Etats de contrôler la fraude fiscale ou les fuites de capitaux en acceptant, dans ces cas-là, de leur livrer des informations sur les fonds placés en Suisse. Mais ce sont toutes là des mesures qui amèneraient un redimensionnement de notre système bancaire et financier. Si elles étaient prises brutalement, notre économie ne le supporterait que difficilement, ne serait-ce qu'en raison de la diminution de l'emploi que cela provoquerait.

On pourrait aussi œuvrer pour le retour à des systèmes de change fixe. Mais cela suppose une coopération internationale beaucoup plus poussée qui implique que l'on accepte d'importants transferts financiers, à long terme, en faveur des pays déficitaires. Ce sont là des sacrifices que nous avons bien de la peine à accepter, surtout si nous voulons, ce qui est un non-sens économique, gérer notre Banque centrale et notre Etat comme nos ménages et nos entreprises.

Vivre en parasite ou coopérer

La Suisse est à ce point imbriquée dans l'économie mondiale qu'elle doit, pour survivre, soit se comporter en parasite, soit coopérer pour améliorer le sort de ceux dont elle dépend. Un parasite peut prospérer quelques temps sur un corps moribond mais il ne peut ensuite plus rien pour sa survie et nous commençons à peine à en faire la cruelle expérience.

Pourquoi avons-nous ce comportement de hérisson, qui pourrait bien être suscidaire? Sauf en période de crise, le Parlement, le peuple refusent à l'Etat les moyens d'une politique économique et monétaire adaptée. Le maintien de structures économiques sectoriellement et régionalement équilibrées, la lutte contre le chômage, une sécurité sociale décente doivent être nos objectifs prioritaires. Les finances de l'Etat, la gestion de notre Banque Nationale sont au service de ces objectifs.

Le refus, maladif, de tout interventionnisme économique semble nous forcer à choisir entre une croissance économique sans frein au bénéfice d'une minorité et une crise dont nous ne connaissons encore que les premiers symptômes. Il est temps peut-être d'abandonner nos préjugés et notre sagesse et de savoir ce que nous voulons?

R.B.